

Vacances à l'ombre des baïonnettes

FAUT-IL SE RENDRE EN VACANCES

PAR JEAN-PAUL MARTHOZ

DANS DES PAYS QUI VIOLENT

GRAVEMENT LES DROITS DE L'HOMME ?

A LA VEILLE DES GRANDS DÉPARTS,

LES PARTISANS DU BOYCOTT

DES DICTATURES S'OPPOSENT À CEUX

QUI ESTIMENT QUE LE TOURISME

PEUT PROMOUVOIR LE CHANGEMENT

DÉMOCRATIQUE. **DOSSIER.**

Entre juin et septembre, des dizaines de millions de touristes iront se dorser sur les plages de la Méditerranée et des Caraïbes, visiter la Grande Muraille de Chine ou descendre le Nil. Beaucoup partiront, l'esprit tranquille, sans avoir à s'interroger sur le régime politique du pays visité : les « grandes puissances » touristiques (France, Espagne, Italie, Grèce, etc.) ne suscitent aucune controverse.

Certaines destinations, toutefois, figurent en rouge sur les planisphères que dessinent chaque année les organisations de défense des droits de l'Homme, comme Reporters sans frontières ou Freedom House. Dans certains pays, à quelques centaines de mètres des plages de sable fin ou des hôtels de luxe, des prisonniers d'opinion croupissent dans des cellules, des militants syndicaux sont assassinés, des mal-pensants « disparaissent ». En 1978, lors du Mondial de football en Argentine, le plus grand centre de torture de la dictature se trouvait à mille mètres à peine du stade du River Plate où les matches avaient lieu. Sous Franco, le siège de la police politique était installé à quelques mètres de la Puerta del Sol, en plein cœur de Madrid.

Parfois, les touristes ne se rendent compte de rien. Confinés dans des clubs de vacances protégés comme des camps retranchés, nombre d'entre eux vivent dans un système d'apartheid estival. Ils ne voient pas le côté sombre du régime, sauf lorsqu'ils constatent une présence trop voyante de militaires sur les routes ou de policiers aux abords des hôtels. Ou lorsqu'ils veulent utiliser Internet ! Ainsi, début avril 2007, un correspondant du guide *Lonely Planet* prévenait les touristes se rendant en Tunisie qu'ils risquaient de ne pas avoir accès à leurs comptes *Yahoo!* ou *Hotmail*, car ceux-ci sont régulièrement bloqués par le gouvernement.

Parfois aussi, les touristes ne veulent pas savoir. « *Je suis en vacances*, déclarait une touriste espagnole en partance pour une enclave cinq étoiles de la Riviera cubaine. *Je ne suis pas là pour penser à la politique* ».

ENJEU ÉCONOMIQUE ET HONORABILITÉ

Heureusement, les régimes les moins présentables sont rarement de grandes destinations de vacances. Dans son hit-parade 2006 des « 20 pires dictateurs », la revue américaine *Parade* mentionne essentiellement des Etats qui ne figurent pas souvent dans les brochures touristiques, comme le Soudan, la Corée du Nord, le Zimbabwe, le Turkménistan, la Guinée équatoriale ou l'Iran. La plupart de ces pays n'accordent les visas qu'au compte-gouttes et plusieurs se contentent d'un tourisme idéologique, fondé sur la visite de délégations officielles et de comités de solidarité.

Un nombre significatif de dictatures, toutefois, parient sur le tourisme. Source appréciable de revenus et d'emplois, celui-ci contribue aussi à conforter une image de respectabilité. La Chine, par exemple, en a fait un instrument de choix pour renforcer sa stature de « grande puissance honorable ». C'est dans ce cadre qu'elle s'apprête à recevoir près d'un million de visi-

teurs lors des prochains Jeux olympiques de Pékin en août 2008.

Souvent aussi, le tourisme sert à récompenser et à «fidéliser» des factions du régime. A Cuba, la gestion du secteur a été confiée aux forces armées, garantes du pouvoir castriste. Aux Maldives, l'entourage du régime autoritaire de Maumoon Gayoon a investi massivement dans l'industrie hôtelière. Et en Birmanie, les généraux sont les principaux bénéficiaires de l'arrivée de visiteurs étrangers.

Un certain nombre de pays touristiques – Egypte, Turquie, République dominicaine, Maroc, Thaïlande – s'intercalent dans la zone grise qui sépare les dictatures et les démocraties. Dotées de gouvernements plus ou moins librement élus, ces «*démocraties*», comme les appelle Joel Simon du Committee to Protect Journalists, jouent la normalité, mais leurs pratiques autoritaires ou leurs violations des droits humains risquent à tout moment de les placer dans la ligne de mire des partisans d'un «tourisme éthique».

LE «MANAGEMENT DES PERCEPTIONS»

Face à l'opinion publique mondiale, la propagande touristique des régimes autoritaires définit le pays selon des termes choisis par eux. Elle exclut les représentations alternatives ou critiques de l'identité nationale. Dans ce contexte, toute description qui dévie de la ligne officielle est dénoncée comme un acte de déloyauté, voire de trahison.

Les pays «indélicats» s'assurent les services des plus grands noms de l'industrie des relations publiques – spécialisés dans le management des perceptions – pour polir leur image et se présenter au monde sous leur meilleur profil. Ainsi, en 1976, le gouvernement militaire argentin se fit représenter par la grande firme américaine Burson-Marsteller pour répondre aux critiques des associations de défense des droits humains et se prémunir contre une annulation du Mundial, un événement censé consacrer l'«honorabilité» du pays sur la scène internationale. De même, au Guatemala, lors des années 1970 et 1980, alors que le régime militaire menait une politique systématique d'extermination de populations indiennes, son office de tourisme fit appel à la firme new-yorkaise Needham and Grohmann pour attirer les touristes européens et nord-américains vers les sites des civilisations mayas avec le slogan de «*Guatemala: Pays de l'éternel printemps*».

«*Eternel printemps, éternelle tyrannie*» (1), écrira Jean-Marie Simon en 1987, dans un livre plongeant le lecteur dans les horreurs de ce «paradis» tropical terrorisé par la répression.

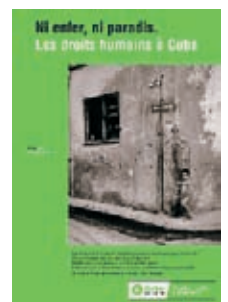


Plusieurs associations font campagne sur le thème des droits de l'Homme et du tourisme. Reporters sans frontières pointe ici du doigt Cuba et les restrictions que le régime impose à la liberté d'expression. Controverse assurée !

D'autres ONG ripostent et mettent en avant les réussites économiques et sociales du castrisme. Lire Xavier DECLERCO /Katlijn DECLERCO, *Ni enfer, ni paradis. Les droits humains à Cuba*, Cahier Oxfam, Oxfam Solidarité, Bruxelles, Décembre 2006, 64 pages.

S'Y RENDRE OU PAS ?

Si les Etats dictatoriaux utilisent le tourisme pour renforcer l'assise de leur pouvoir, y aller ne revient-il pas à s'en rendre complices ? Depuis l'explosion du tourisme de masse, la question se pose avec insistance. Dans les années 1960, l'Espagne de Franco avait misé sur ses plages et son soleil pour assurer son développement. Au grand dam de certains partis de gauche au sein de communautés espagnoles exilées qui voulaient isoler la dictature. Les mêmes polémiques



(1) SIMON Jean-Marie, *Guatemala: Eternal Spring, Eternal Tyranny*, W.W. Norton & Company, New York, 1987, 256 pages.

firent rage à propos de la Grèce des colonels et du Portugal de Salazar et Caetano, lors des années 1970. A l'époque de l'apartheid, l'ANC de Nelson Mandela avait appelé à un boycott international de l'Afrique du Sud. En Birmanie, le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi prône la même politique, car elle estime que le tourisme renforce la dictature.

D'autres opposants, au contraire, invitent les touristes à se rendre dans leur pays. C'est le choix de l'International Campaign for Tibet, qui rappelle sur son site que « *le Dalai Lama encourage les visiteurs afin qu'ils témoignent de l'occupation et de la colonisation du Tibet et de la souffrance des Tibétains victimes de la répression chinoise* ». D'autres, enfin, organisent des boycotts sélectifs : les Friends of Maldives demandent aux touristes de visiter leur île, mais de ne pas fréquenter les hôtels contrôlés par l'homme fort du pays et son entourage.

L'impact des boycotts reste très controversé. Non seulement parce qu'il peut toucher en premier lieu les plus faibles – les travailleurs du secteur, les marchands ambulants et les petits artisans –, mais aussi parce que le succès d'une

campagne – l'effondrement du marché touristique – ne débouche pas nécessairement sur un changement de comportement du régime ciblé. En d'autres termes, si ces initiatives touchent le tourisme de plein fouet, contribuent-elles à affaiblir réellement les régimes dictatoriaux ? Le boycott lancé en 1979 à l'initiative de la Fédération internationale des syndicats de l'alimentation contre le régime militaire guatémaltèque fut particulièrement efficace. Le taux d'occupation des hôtels, proche de 80% au début des années 1970, chuta à 43% en 1980 et les revenus touristiques diminuèrent de moitié. Toutefois, la répression s'intensifia encore pendant plusieurs années avant que l'armée n'accepte de céder le pouvoir à un gouvernement civil en 1986.

Même lorsque les gouvernements autoritaires ont investi massivement dans le secteur touristique, leur marge de manœuvre économique, comme caste dirigeante, reste souvent énorme et ils peuvent attendre que l'orage passe. Parfois même, ils cherchent à tirer parti de sanctions internationales pour renforcer leur emprise. Ils se drapent alors dans les plis de leur drapeau

QUAND LE TOURISME VIOLE LES DROITS DE L'HOMME

L'équation entre le respect des droits humains et le tourisme ne se limite pas à la nature politique des régimes. L'industrie du voyage participe à d'autres abus, dont les plus évidents sont l'exploitation sexuelle, l'oppression sociale et les dégradations de l'environnement.

Le tourisme sexuel, au-delà de sa dimension (im)morale, concerne directement les droits de l'Homme. La prostitution est le plus souvent le résultat d'une coercition qui viole brutalement le droit à l'intégrité physique et psychologique des individus qui pratiquent le « commerce du sexe ». Conséquence de la discrimination à l'égard des femmes, des violences familiales, de l'absence de perspective économique et de la misère, elle pousse des centaines de milliers de personnes dans une industrie qui en fait les otages des réseaux de trafic d'êtres humains et les soumet à une forme d'esclavage. Le tourisme sexuel participe par ailleurs au renforcement d'activités criminelles qui, par leurs complicités en cascade, corrompent les sociétés et les institutions des pays d'accueil et compromettent dès lors leur développement durable et le renforcement de l'Etat de droit.

L'industrie touristique se développe aussi très souvent sur l'exploitation des travailleurs : bas salaires, précarité, horaires excessifs, interdiction de la syndicalisation, harcèlement sexuel sont la norme dans de nombreux pays. C'est pour dénoncer ces abus que l'ONG belge Solidarité socialiste Flandre (FOS) a lancé une campagne, intitulée *Welkom in Hungryland* et sous-titrée « sa nature, sa culture et ses salaires de

misère ». *Hungryland* (le pays de la faim), c'est par exemple la Namibie, écrit l'ONG. « *Dans les fermes touristiques, un voyageur paie 250 euros par jour, tandis que les travailleurs agricoles reçoivent à peine 2 euros* ».

Le tourisme a également massivement recours au travail des enfants. Entre 13 et 19 millions de moins de 18 ans – 10 à 15% de la main-d'œuvre totale – sont directement employés dans ce secteur. En Inde, il y aurait au moins 500 000 enfants de moins de 15 ans au travail dans le secteur hôtelier. Il faut y ajouter l'économie informelle. « *Il est important, note Bénédicte Manier, de ne plus considérer les enfants qui travaillent – petits cireurs de chaussures, petits pêcheurs « typiques » d'Indonésie ou de Brésil –, comme des éléments folkloriques d'un décor de vacances, mais comme ce qu'ils sont : les symptômes d'une misère urbaine et rurale massive, que le voyageur ne peut ignorer* ». ⁽¹⁾

La création de centres touristiques entraîne par ailleurs régulièrement des déplacements de populations et des atteintes graves à l'environnement. Les pressions que l'industrie touristique de masse exerce sur les ressources naturelles (eau, terres agricoles) et sur les cultures et traditions locales violent souvent les droits économiques, sociaux et culturels des populations affectées.

Face à ces impacts particulièrement négatifs, des organisations intergouvernementales (l'OIT, l'UNEP ou encore l'OMC) et non gouvernementales proposent non seulement des actions répressives (contre le tou-

national, se présentent comme les victimes d' « un complot impérialiste » et dénoncent les oppresseurs comme des « agents de l'étranger ».

« ENGAGEMENT »

Et si, au contraire, le tourisme de masse était un levier de la transition démocratique? Cette pensée iconoclaste n'est pas seulement défendue par des tour-opérateurs soucieux de donner à leurs activités commerciales le vernis de la responsabilité sociale. Elle est développée par des théoriciens des relations internationales, partisans de la politique de l' « engagement positif ». Pour eux, le tourisme devrait faire partie d'une stratégie d'insertion des « pays parias » au sein du système international, contribuant à diffuser des normes, des modes de vie et des idées qui désagrègent peu à peu le contrôle autoritaire.

C'est la thèse que développe Sasha D. Pack dans son livre *Tourism and Dictatorship* (2). L'invasion pacifique de l'Espagne par des masses de touristes européens, explique-t-il, eut un double effet, d'apparence contradictoire: d'un côté, elle renforça la position économique du régime franquiste; de l'autre, elle contribua de

manière significative au changement des conditions politiques et sociales au sein desquelles la démocratie espagnole put se développer.

Des milieux influents de l'establishment occidental prônent la même démarche à l'égard de la Chine. L'intégration de l'Empire du Milieu au sein du système international, le développement des échanges commerciaux et des investissements sont censés, comme l'exprimait Condoleezza Rice en 2000 « ouvrir l'économie, et en fin de compte, la politique chinoises. Cette approche suppose que l'on croie au pouvoir des marchés et de la liberté économique de provoquer des changements politiques, mais c'est une conviction qui est confirmée par des expériences ailleurs dans le monde » (3). En 2007, le Council on Foreign Relations restait sceptique: « Le parti communiste chinois, écrivait-il, a en fait maintenu son pouvoir autoritaire et restreint les activités politiques alors qu'il accordait une marge de manœuvre considérable aux entrepreneurs dans le domaine économique » (4).

LE DEVOIR DE SAVOIR

A défaut d'abandonner leurs projets de vacances, certains choisissent de partir en connaissance de

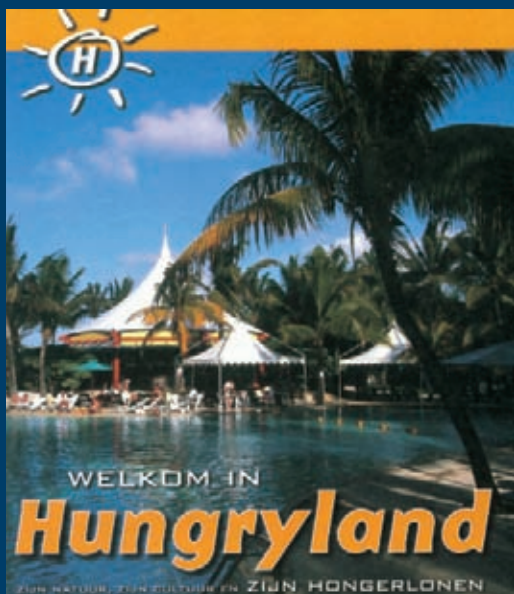
(2) PACK Sasha D., *Tourism and Dictatorship. Europe's Peaceful Invasion of Franco's Spain*, Palgrave Macmillan, 2006, 288 pages.

(3) RICE Condoleezza, « A Republican Foreign Policy », *Foreign Affairs*, February/March 2000.

(4) "U.S.-China Relations: An Affirmative Agenda, A Responsible Course", Council on Foreign Relations, New York, 2007.

risme sexuel), mais aussi des manières différentes de concevoir le tourisme afin d'en faire un levier du développement durable, du respect des droits humains et l'occasion d'échanges équitables entre les individus, les peuples et les cultures.

(1) MANIER Bénédicte, « Le travail et l'exploitation d'enfants dans le tourisme », www.tourisme-durable.net, 28 janvier 2004.



POUR EN SAVOIR PLUS

SITES

www.fos-socsol.be

UNEP (United Nations Environment Programme).

Dossier sur le tourisme durable.

<http://www.uneptie.org/pc/tourism/sust-tourism/home.htm>

ECPAT (End Child Prostitution, Child Pornography, and Trafficking of Children for Sexual Purposes).

Réseau international de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants.

http://www.ecpat.net/fr/Ecpat_network/index.asp

SITES SUR LE TOURISME DURABLE

www.ecoconso.be

www.tourisme-durable.net

www.developpement-durable.net

www.tourismconcern.org

www.ethicaltraveller.org Lié à l'Earth Island Institute, ce site comprend des actions de type plus politique à propos du Tibet, de la Birmanie ou du Népal.

LIVRES

Ethical Travel, Rough Guide, London, 2007, 80 pages.

PATULLO Polly, *The Ethical Travel Guide*, Earthscan Publications, London, 2006, 230 pages.



Anne-Marie Impe

Cette petite fille en costume traditionnel vend, à longueur de journée, des cigares aux touristes. « Il est important, note Bénédicte Manier, de ne plus considérer les enfants qui travaillent - petits cireurs de chaussures, petits pêcheurs « typiques » d'Indonésie ou de Brésil -, comme des éléments folkloriques d'un décor de vacances, mais comme ce qu'ils sont : les symptômes d'une misère urbaine et rurale massive, que le voyageur ne peut ignorer ».

cause. Aujourd'hui, il est difficile de prétendre qu'on « ne savait pas ». Même si la majorité du grand public s'informe essentiellement à la télévision et que celle-ci consacre généralement peu d'espace aux questions internationales « périphériques », les informations sur les pays dictatoriaux sont largement disponibles. Les organisations de défense des droits de l'Homme couvrent systématiquement la planète et publient chaque année des dizaines de rapports, disponibles sur Internet, sur l'« état des lieux » de la plupart des pays du monde.

Certains guides de voyage ont intégré cette dimension du tourisme en publiant des notes sur la situation politique dans les pays concernés. Mais des défenseurs des droits de l'Homme veulent aller plus loin et tentent d'impliquer davantage les tour-opérateurs et les voyageurs. Selon le Code d'éthique de la profession, ceux-ci doivent théoriquement informer les voyageurs sur l'état des droits humains dans les pays de destination. Lors d'une conférence à la Bourse internationale de tourisme de Berlin, la journaliste tunisienne Sihem Bensédrine a ainsi proposé d'établir un indice de démocratie par pays, sur base des rapports d'organisations comme Freedom House ou Reporters sans frontières, et de rendre visible cet indice par trois couleurs : rouge (non démocrate), orange (moyen) et vert (démocrate). Ce classement devrait obligatoirement figurer à côté du pays de destination dans les brochures des tour-opérateurs et des voyageurs.

D'autres privilégient l'information-action. Lors du Salon du tourisme à Paris en mars 2007, des militants de Reporters sans frontières ont manifesté devant les stands d'Égypte, de Cuba et de la Tunisie. « Nous avons choisi ces pays car ils sont des ennemis de la liberté de la presse, mais également des destinations privilégiées des touristes, a expliqué RSF. Nous souhaitons ainsi attirer l'attention des millions de vacanciers qui se rendent chaque année à Cuba, en Égypte ou en Tunisie sur la situation des professionnels de l'information qui y travaillent. Les touristes doivent connaître l'envers du décor. »

POUR EN SAVOIR PLUS

Amnesty international : www.amnesty.be
et Human Rights Watch : www.hrw.org

International Campaign for Tibet : www.savetibet.org/tibet/travel

Lonely Planet :

exemples de conseils de voyage sur la Birmanie,
<http://www.lonelyplanet.com/worldguide/destinations/asia/myanmar/#>

BURTNER Jennifer, « Boycott as Political Instrument: the case of Guatemala », *ReVista*, David Rockefeller Center for Latin American Studies, Harvard University, Winter 2002. <http://drclas.fas.harvard.edu/revista/articles/view/50>